

Cédéao

Robert Dussey participe à la 96ème session ordinaire du Conseil des ministres

Le chef de la diplomatie togolaise, le professeur Robert Dussey, participe aux travaux de la 96ème session ordinaire du Conseil des ministres de la Communauté économique des Etats d'Afrique de l'Ouest (Cédéao), qui se tient à Freetown, en Sierra Leone. Cette session ministérielle réunit les chefs de la diplomatie ...



PAGE 3

DIPLOMATIE



Togo

L'ambassadeur de l'Union européenne, Gwilym Ceri Jones, dresse un bilan positif

Après deux années passées à la tête de la Délégation de l'Union européenne (UE) à Lomé, le diplomate Gwilym Ceri Jones s'apprête à quitter ses fonctions. Arrivé au Togo ...

PAGE 11

PRODUITS FNFI



Echos des bénéficiaires

Kissam Essivi : Un modèle de résilience dans le Canton de Sola

Kissam Essivi, originaire du canton de Sola dans la préfecture de la Binah (région de la Kara), incarne parfaitement la résilience et l'ambition. Elle est un exemple inspirant de l'impact positif du Fonds National de la Finance Inclusive (FNFI) ...

PAGE 2

ÉLEVAGE

Togo

Alerte à la grippe aviaire dans le district des Lacs

La région Maritime est en état de vigilance. Plusieurs cas de grippe aviaire viennent d'être ...

PAGE 11



Evala 2026

Partage de moments de communion

Les luttes traditionnelles Evala 2026 ont connu l'un de leurs temps forts le jeudi 16 juillet 2026, avec la finale du canton de Pya, en présence du président du Conseil, Faure Essozimna Gnassingbé.

PAGE 3

DERNIERES HEURES

Gouvernance locale : le Togo et l'UA explorent des pistes de partenariat

Un partenariat est en perspective entre le Togo et l'Union africaine pour promouvoir la gouvernance locale. Une rencontre s'est tenue en ce sens jeudi 16 juillet à Lomé. À travers cette rencontre, il était question pour les parties prenantes d'analyser les domaines devant faire objet de cette collaboration. Sont particulièrement visés des secteurs-clés tels que le développement des collectivités territoriales, le renforcement des capacités des acteurs locaux, la promotion de la paix et de la sécurité ainsi que l'autonomisation des femmes et des jeunes. Pour Robert Baoubadi Bakai, directeur de cabinet du ministère de l'Administration territoriale, cette première rencontre a permis d'apprécier les possibilités d'accompagnement des projets du ministère, plus particulièrement ceux relatifs au développement des collectivités locales.

À l'occasion, Lagrange Fidèle Simenou Agnankpe, assistant spécial de la Commissaire de l'UA, n'a pas manqué de réitérer l'engagement de l'institution à accompagner le développement du Togo. À noter que ces dernières années, le Togo a engagé plusieurs réformes visant à promouvoir le développement local.

Togo-Banque mondiale

257 milliards FCFA pour accélérer la transformation économique et sociale

En soutenant des projets structurants alignés sur la Vision Togo 2040, les nouveaux financements de la Banque mondiale traduisent une volonté commune de faire des investissements publics un moteur de croissance inclusive, de création d'opportunités et de réduction durable de la pauvreté. Routes, électricité, identité numérique, cohésion sociale : c'est ...



PAGE 5

 SOMMAIRE	Mali/Djihadisme 50 militaires tués dans une attaque d'indépendantistes et de djihadistes  P 4	Commerce Chine-Afrique Les échanges bondissent de 24 % au premier semestre 2026  P 5	L'ACA ouvre les candidatures pour ses programmes de master en lutte contre la corruption  P 10
--	--	--	---

Echos des bénéficiaires des produits FNFI

Kissam Essivi : Un modèle de résilience dans le Canton de Sola

Kissam Essivi, originaire du canton de Sola dans la préfecture de la Binah (région de la Kara), incarne parfaitement la résilience et l'ambition. Elle est un exemple inspirant de l'impact positif du Fonds National de la Finance Inclusive (FNFI) sur les communautés les plus éloignées. Mère dévouée de six enfants, Kissam a poursuivi ses études jusqu'à l'obtention de son BEPC, rêvant même de devenir ambassadrice du Togo à l'étranger. Cependant, confrontée à des difficultés financières, elle a dû interrompre ses études après le BEPC et travailler dans le nord du Bénin voisin. Mais cette expérience n'a pas été fructueuse malgré l'espoir qu'elle y a mis. Son désir de réussir l'a alors rapidement ramenée chez elle dans le Canton de Sola pour y trouver sa voie. Bénéficiaire du Produit APSEF depuis 3 ans, elle s'en sort désormais et s'estime autonome. Découvrez son histoire



Kissam Essivi

À son retour du Bénin après une aventure infructueuse, Kissam a été confrontée aux pressions familiales qui l'ont conduite au mariage et à la maternité. Mais son ambition débordante ne pouvait se satisfaire du simple rôle de mère au foyer. "Je voulais plus", se souvient-elle. "Heureusement, j'ai réussi

à rassembler les fonds nécessaires pour ouvrir la boutique que vous voyez aujourd'hui." Si elle a pu lancer sa boutique avec l'aide de son mari, c'est grâce à l'accompagnement du FNFI que Kissam a pu non seulement consolider sa boutique de vente de divers produits, mais également se diversifier en se lançant dans le stockage de maïs et de mil,

ce qui a considérablement augmenté ses revenus. "J'ai connu le FNFI grâce à une voisine. Cette opportunité a été un véritable bouée d'oxygène pour moi", affirme Kissam. "Grâce à l'accompagnement du FNFI, j'ai pu transformer ma modeste boutique en une activité plus solide, tout en élargissant ma gamme de produits." En

plus de la vente de divers produits, le stockage de maïs et de mil a ouvert de nouvelles perspectives pour Kissam, lui offrant des opportunités commerciales supplémentaires. Elle est surtout fière d'être une femme autonome de Sola sur qui amies et famille peuvent compter. "Je suis sollicitée non seulement dans ma famille mais aussi

par mon entourage. Mes enfants ne manquent de rien. Que demander de plus?" ajoute-t-elle. Non seulement fière, elle affirme aussi qu'elle conseille la jeunesse féminine de Sola sur l'importance de l'autonomisation économique. L'histoire de Kissam met en lumière la portée du FNFI dans les régions les plus reculées, où il contribue à l'inclusion financière en soutenant des entrepreneurs déterminés comme Kissam. "Je suis reconnaissante envers le FNFI pour m'avoir aidée à réaliser mes rêves", ajoute-t-elle. "Je ne suis peut-être pas riche, mais je suis fière de ce que j'ai accompli jusqu'à présent, et je suis déterminée à continuer à prospérer avec leur soutien." En conclusion, l'histoire de Kissam Essivi témoigne de la capacité du FNFI à transformer des vies et des communautés à travers l'inclusion financière. Grâce à son engagement envers les populations les plus éloignées, le FNFI ouvre la voie à un avenir plus prometteur pour tous.

Ceci est un programme du ministère chargé du développement à la base et de l'économie sociale et solidaire



Évala 2026

Les ultimes empoignades ont eu lieu samedi dernier

La région de la Kara a clôturé, le samedi 18 juillet 2026, les luttes traditionnelles Évala en pays kabyè. Les finales disputées dans les cantons de Tcharè, Soumdina et Lassa ont marqué l'apothéose de huit jours de rites initiatiques et de célébrations culturelles.



Faure Gnassingbé, saluant la population locale (Crédit photo : Présidence du Conseil)

Présent aux côtés des communautés, le président du Conseil, Faure Essozimna Gnassingbé, a réaffirmé son attachement à la préservation et à la valorisation du patrimoine culturel national, considéré comme un pilier de l'identité et de la cohésion sociale. Les ultimes empoignades ont également offert un spectacle marqué par l'engagement, l'endurance et la maîtrise technique des jeunes initiés, dans une ambiance rythmée par les chants, les danses et la ferveur populaire. Au-delà de la compétition, les luttes traditionnelles Évala demeurent un rite initiatique majeur qui

marque le passage du jeune garçon kabyè à l'âge adulte. Courage, discipline, solidarité, sens des responsabilités et respect des traditions sont transmis à travers ce parcours, véritable école de la vie. Cette édition 2026 a été

marquée par des activités culturelles, sociales et économiques qui ont dynamisé les différentes localités. Les espaces d'exposition ont favorisé la promotion des produits locaux et offert aux jeunes entrepreneurs et artisans une vitrine pour valoriser leur savoir-faire.

L'événement a également attiré de nombreux visiteurs et touristes, venus découvrir les sites historiques, les parcs naturels et les richesses culturelles de la région de la Kara, renforçant ainsi l'attractivité touristique et le rayonnement du Togo.

Edem Dadzie

Cédéao

Robert Dussey participe à la 96ème session ordinaire du Conseil des ministres

Le chef de la diplomatie togolaise, le professeur Robert Dussey, participe aux travaux de la 96ème session ordinaire du Conseil des ministres de la Communauté économique des Etats d'Afrique de l'Ouest (Cédéao), qui se tient à Freetown, en Sierra Leone.

Cette session ministérielle réunit les chefs de la diplomatie des États membres de la communauté autour des grands enjeux de l'heure. Au menu des discussions figurent, entre autres, l'évaluation de la situation sécuritaire et politique régionale, l'état d'avancement des chantiers d'intégration économique, ainsi que les réformes institutionnelles nécessaires. Porteur de la vision de paix et de dialogue pragmatique prônée par le président du Conseil Faure Gnassingbé, le professeur Robert Dussey mettra à profit cette tribune pour réaffirmer la position du Togo : celle d'une intégration solidaire, axée sur la résolution pacifique des différends, la coopération transfrontalière et le développement durable de l'espace communautaire. Le Conseil des ministres préparera également l'agenda et les rapports stratégiques qui seront soumis à la prochaine Conférence des chefs d'État et de gouvernement de la Cédéao. En accueillant les ministres, Dr Omar Alieu Touray, président de la Commission de la Cédéao, a réaffirmé la résilience et l'engagement de l'organisation en faveur de l'intégration régionale, malgré les défis politiques, sécuritaires et économiques.

Il a mis en avant plusieurs réalisations de son mandat de quatre ans, notamment l'opérationnalisation du Comité des représentants permanents, la mise en service du pont et poste frontalier conjoint de Mfum-Ekok, la création du Conseil

Coopération internationale de la Sierra Leone, a appelé les États membres à renforcer l'unité et l'action collective face aux défis politiques, sécuritaires et socio-économiques de la région. Il a invité les ministres à formuler des



Professeur Robert Dussey (Première ligne, et 3ème de la gauche vers la droite)/ Crédit photo : Cédéao

des affaires de la Cédéao, ainsi que le transfert du siège de la Commission vers son nouveau bâtiment à Abuja. Le président Touray a exhorté les ministres à fournir des orientations stratégiques sur la gouvernance, la viabilité financière, l'intégration régionale et les nouvelles priorités politiques, tout en exprimant sa confiance dans la capacité de la Cédéao à promouvoir la paix, la stabilité et le développement durable en Afrique de l'Ouest. « Malgré ces défis, nous avons continué à consolider les bases de l'intégration régionale... Ces avancées traduisent notre détermination collective à bâtir des institutions solides, capables de mieux servir les populations ouest-africaines », a-t-il ajouté. Dans son allocution d'ouverture, Timothy Musa Kabba, président du Conseil des ministres de la Cédéao et ministre des Affaires étrangères et de la

recommandations concrètes et orientées vers les résultats en matière d'intégration régionale, de paix et sécurité, de développement économique et de réformes institutionnelles, afin de guider les décisions de l'autorité des chefs d'État et de gouvernement. Il a réaffirmé l'engagement de la Sierra Leone à promouvoir une Afrique de l'Ouest pacifique, démocratique et pleinement intégrée, fondée sur le dialogue, la coopération et la responsabilité partagée.

Au cours de cette réunion de deux jours, les ministres ont examiné la situation financière de la Communauté, des mémorandums sur la situation politique et sécuritaire dans la région, le plan d'action (2027-2030) relatif au retour des biens culturels vers leurs pays d'origine, ainsi que l'opérationnalisation du mécanisme Cédéao-Ecosoc.

E. Dadzie

Evala 2026

Partage de moments de communion

Les luttes traditionnelles Evala 2026 ont connu l'un de leurs temps forts le jeudi 16 juillet 2026, avec la finale du canton de Pya, en présence du président du Conseil, Faure Essozimna Gnassingbé.

Fidèle à cette tradition séculaire qui constitue l'un des fondements de l'identité kabyè, le chef du gouvernement a partagé avec les populations ces moments de communion collective, marqués par le courage, la discipline et le respect des valeurs ancestrales. La finale a mobilisé une importante affluence venue de la



Faure Gnassingbé (à droite), s'adressant aux jeunes lutteurs (Crédit photo : Présidence du Conseil)

région de la Kara et d'autres localités du pays, ainsi que des visiteurs étrangers désireux de découvrir

l'une des manifestations culturelles les plus emblématiques du Togo. Dans une ambiance de

ferveur, les lutteurs des différentes coalitions ont livré des combats intenses, alliant maîtrise technique, combativité et respect des règles héritées des anciens.

Le fair-play, l'esprit de fraternité et l'émulation ont marqué la journée, illustrant la portée éducative et intégratrice des Evala. Au-delà des arènes, chants, danses folkloriques, animations et expositions artisanales ont fait de ces célébrations des espaces de rencontre, de partage et de transmission du patrimoine kabyè.

La même effervescence a prévalu à Yaka, où le président du Conseil a également suivi la finale opposant Yaka Bas à Yaka Haut, confirmant la place singulière des Evala dans le paysage culturel togolais. Facteurs de cohésion sociale, de promotion touristique et de rayonnement culturel, les Evala demeurent le symbole vivant de l'attachement d'un peuple à ses racines et de sa volonté de transmettre cet héritage aux générations futures.

TM

RDC/Politique

Félix Tshisekedi annonce un dialogue national

Sous la pression conjuguée de l'opposition et des confessions religieuses, le chef de l'État congolais a annoncé, vendredi, la tenue d'un dialogue national. Les modalités restent floues, dans un pays fragilisé par l'avancée du M23 et les tensions autour d'une éventuelle révision constitutionnelle.

Le président de la République démocratique du Congo, Félix Tshisekedi, a annoncé, vendredi 17 juillet, l'organisation d'un dialogue national, selon un communiqué de la présidence publié sur X. L'annonce intervient au terme d'une rencontre entre le chef de l'État et les représentants des principales confessions

religieuses du pays. « Les conditions de ce dialogue se préciseront chemin faisant », a indiqué le cardinal Fridolin Ambongo, archevêque de Kinshasa, membre de la délégation religieuse, dans une déclaration diffusée sur la télévision nationale. Aucun calendrier, ni périmètre précis des participants n'a pour l'heure été communiqué.

Réclamé depuis plusieurs mois par une opposition qui accuse le président Tshisekedi de vouloir se maintenir au pouvoir au-delà de son second mandat, ce dialogue national visait, selon la présidence, à «

consolider la cohésion nationale ». Kinshasa s'était pourtant longtemps opposée à un format incluant certains responsables de l'opposition, qu'elle soupçonne de connivence avec le M23, groupe armé qui contrôle de vastes portions de territoire dans l'est du pays avec l'appui de Kigali. Le second et dernier mandat constitutionnel de Félix Tshisekedi s'achève fin 2028, la loi fondamentale congolaise limitant la présidence à deux quinquennats. Une proposition de loi soutenue par la majorité présidentielle prévoit l'organisation d'un référendum sur une révision constitutionnelle, qui ouvrirait

potentiellement la voie à un troisième mandat. Sortie fragmentée de la présidentielle de 2023, largement remportée par Félix Tshisekedi, l'opposition a formé mi-mai une coalition destinée à s'opposer à toute révision constitutionnelle. Elle n'avait pas réagi, à ce stade, à l'annonce présidentielle. Ses représentants avaient réitéré, début juillet, leur appel à une marche pacifique à Kinshasa le 22 juillet contre un changement de la Constitution, une échéance qui pourrait constituer un premier test de la portée réelle de ce dialogue annoncé. Un précédent rassemblement de l'opposition dans la capitale,

le 12 juin, avait été réprimé, plusieurs opposants ayant été blessés lors d'affrontements avec des militants progouvernementaux et les forces de police.

L'implication des autorités religieuses, particulièrement influentes dans ce pays qui compte la plus importante communauté catholique du continent, confère à l'initiative un poids symbolique certain. Reste à savoir si elle se traduira par un format de dialogue réellement inclusif, condition posée de longue date par une opposition qui attend désormais des actes plus que des annonces.

T.M.

Sénégal

Le retour calculé de Macky Sall

En rentrant brièvement à Dakar, vendredi, l'ancien président sénégalais a esquissé un pas de deux avec son successeur qui en dit long sur les rapports de force du moment : ni réconciliation actée, ni rupture consommée, mais une convergence d'intérêts que chacun des deux camps a des raisons de cultiver.



Macky Sall

Que Macky Sall ait pu fouler à nouveau le sol sénégalais, plus de deux ans après un départ précipité pour le Maroc, tient moins du hasard diplomatique que du calcul politique partagé. L'ancien chef de l'État, sous la menace de poursuites pour la répression meurtrière de 2021-2024, ne prend pas ce risque sans contrepartie. Son successeur, Bassirou Diomaye Faye, ne le reçoit

pas au palais sans arrière-pensée.

Officiellement, l'audience d'une heure relève du protocole républicain. Dans les faits, elle s'inscrit dans un contexte précis : la candidature, prêtée à l'ancien président, à un

capitale d'origine.

Pour Bassirou Diomaye Faye et Ousmane Sonko, l'équation est tout aussi transactionnelle. Le duo au pouvoir, qui avait fait de la reddition des comptes un axe central de sa légitimité, doit désormais composer avec l'exercice du pouvoir et ses contraintes diplomatiques. Recevoir Macky Sall sans l'inquiéter judiciairement, sans pour autant l'exonérer publiquement, permet de ménager les deux registres : celui de la rupture promise aux électeurs, et celui de la realpolitik qui gouverne les relations avec les partenaires occidentaux et les instances multilatérales, où le soutien (ou l'absence d'obstruction) de Dakar pourrait avoir un prix.

Ce ballet feutré ne règle rien sur le fond. Les familles des victimes de la répression préélectorale attendent toujours que la justice tranche. Les accusations portées par le nouveau pouvoir contre son prédécesseur n'ont pas été retirées. Mais la scène du 17 juillet donne la mesure d'un pouvoir sénégalais qui, un an et demi après son arrivée, apprend à distinguer la fermeté du discours des nécessités de la diplomatie, et d'un ancien président qui, en exil doré, n'a pas renoncé à peser sur la scène qu'il a quittée.

T.M.

Mali/Djihadisme

50 militaires tués dans une attaque d'indépendantistes et de djihadistes

La coalition des indépendantistes touareg et des djihadistes a tendu une embuscade samedi contre un convoi de l'armée qui quittait la ville stratégique d'Anéfis, dans le nord du pays, pour se rendre dans la grande ville de Gao.



At moins 50 militaires sont morts, samedi 18 juillet, dans le nord du Mali lors d'une des attaques les plus meurtrières subies par l'armée depuis le début du conflit qui ravage ce pays d'Afrique de l'Ouest plus d'une quinzaine d'années.

« Le bilan provisoire de l'attaque est très lourd. Plus de 50 militaires tués. Et au moins 24 prisonniers », a indiqué à l'Agence France-Presse (AFP) un élu local du nord proche de la junte au pouvoir. Ce convoi quittait la ville d'Anéfis, théâtre ces dernières semaines d'âpres combats pour son contrôle. Début juillet, une offensive d'envergure coordonnée du Groupe de soutien de l'islam et des musulmans (GSIM), affiliés à Al-Qaida, et des indépendantistes du Front de libération de l'Azawad (FLA), s'était soldée par la prise temporaire de la ville, encerclant le camp militaire

défendu par les Forces armées maliennes et les paramilitaires russes de l'Africa Corps.

« C'est un bilan lourd. Certains de nos hommes ont été purement exécutés », a déploré une source au sein de l'armée malienne qui précise que des investigations sont en cours pour comprendre les défaillances tactiques ayant conduit à un tel revers. « Nous sommes en train de voir ce qui a réellement pu rendre nos hommes aussi vulnérables. »

L'attaque a été revendiquée par le GSIM et les indépendantistes du FLA. Dans un communiqué, l'armée a reconnu samedi que son convoi était « tombé dans une embuscade tendue par des groupes armés terroristes », sans donner de bilan.

Assimi Goita et des officiers militaires maliens

Sources : Le Monde Afrique

Umoa-Titres

Le Togo recherche 20 milliards FCFA

Le Togo poursuivra sa stratégie de mobilisation de ressources sur le marché financier régional avec une nouvelle émission d'Obligations assimilables du Trésor (OAT) prévue le 24 juillet 2026. À travers cette opération, le pays ambitionne de lever 20 milliards FCFA auprès des investisseurs de l'Union monétaire ouest-africaine (Umoa).



Trésor national

Cette sortie constitue la deuxième intervention du Trésor togolais sur le marché des titres publics au cours du mois de juillet. Au total, les autorités prévoient de mobiliser 55 milliards FCFA durant cette période afin de soutenir le financement des dépenses publiques. Selon l'avis d'appel d'offres, l'émission porte sur des obligations de maturité de 3 et 5 ans. Les titres, d'une valeur nominale de 10 000 FCFA, offrent des taux d'intérêt de 6,15 % pour l'échéance de 3 ans et de 6,35 % pour celle de 5 ans. Les fonds recherchés contribueront à l'exécution du

budget de l'État pour l'exercice 2026, arrêté à 2 751,5 milliards FCFA. Cette opération s'inscrit dans le programme annuel de financement du gouvernement, qui prévoit une mobilisation globale de 463,5 milliards FCFA sur le marché Umoa-Titres.

Depuis le début de l'année, le Togo a déjà levé 241 milliards FCFA à travers plusieurs émissions de titres publics. Ce montant représente plus de la moitié de l'objectif annuel fixé, traduisant la poursuite des efforts de financement du développement et des investissements publics.

E. A

Commerce Chine-Afrique

Les échanges bondissent de 24 % au premier semestre 2026

Les échanges commerciaux entre la Chine et l'Afrique ont enregistré une forte progression au cours des 6 premiers mois de 2026. Selon les données publiées par l'Administration générale des douanes chinoises, leur valeur a atteint 203,54 milliards de dollars, en hausse de 24 % par rapport à la même période de l'année précédente. Cette évolution traduit à la fois l'accélération des exportations chinoises vers le continent et l'augmentation des ventes africaines à destination du géant asiatique.

Dans le détail, les exportations chinoises vers l'Afrique se sont établies à 130,01 milliards de dollars, en progression de 26,2 %. Les importations chinoises en provenance du continent ont, quant à elles, atteint 73,53 milliards de dollars, soit une hausse de 20,3 % sur un an. Malgré cette progression des exportations africaines, le déficit commercial du continent avec la Chine s'est creusé pour atteindre 56,48 milliards de dollars. Cette dynamique s'explique en grande partie par le contexte international. Confrontée à un durcissement de la guerre commerciale avec les États-Unis et à l'augmentation des droits de douane américains sur ses

produits, la Chine a intensifié sa présence sur plusieurs marchés émergents, dont l'Afrique. Cette réorientation de son appareil productif a favorisé une augmentation rapide des exportations de produits manufacturés vers le continent.

Du côté africain, la hausse des exportations vers la Chine est principalement portée par l'augmentation des cours de plusieurs matières premières, notamment le pétrole, les minerais et certains métaux. En revanche, l'impact du démantèlement tarifaire décidé par Pékin apparaît encore limité. Depuis le 1er mai 2026, la Chine applique un régime de droits de douane nuls à l'ensemble des pays africains avec lesquels elle entretient des relations diplomatiques.

Toutefois, les déséquilibres structurels persistent. Les exportations africaines vers la Chine restent largement dominées par des matières premières à faible valeur ajoutée, tandis que les importations en provenance de l'empire du Milieu sont constituées principalement de machines, d'équipements industriels, de produits électroniques et de

technologies vertes. Face à cette situation, plusieurs institutions internationales estiment que l'exemption tarifaire ne suffira pas à rééquilibrer les échanges. La Banque africaine d'import-export (Afreximbank) plaide notamment pour le développement de chaînes



de valeur régionales, le renforcement des infrastructures logistiques, la transformation locale des ressources naturelles et l'amélioration des mécanismes de financement du commerce.

Dans un contexte où la Chine demeure le premier partenaire commercial de nombreux pays africains, l'enjeu pour le continent consiste désormais à convertir cette croissance des échanges en une industrialisation capable de créer davantage de valeur ajoutée et d'emplois durables.

E. A

Togo-Banque mondiale

257 milliards FCFA pour accélérer la transformation économique et sociale

En soutenant des projets structurants alignés sur la Vision Togo 2040, les nouveaux financements de la Banque mondiale traduisent une volonté commune de faire des investissements publics un moteur de croissance inclusive, de création d'opportunités et de réduction durable de la pauvreté. Routes, électricité, identité numérique, cohésion sociale : c'est au total une enveloppe de 257 milliards FCFA qui est accordée par la Banque mondiale au Togo. L'accord a été signé, ce jeudi 16 juillet à Lomé.

Précisément, 5 accords de financement d'un montant global de 429 millions de dollars américains, soit environ 257,4 milliards de FCFA ont été signés. Ce financement offre au Togo des moyens supplémentaires pour rapprocher les services essentiels des citoyens, renforcer sa compétitivité économique et bâtir une croissance plus inclusive. Les accords ont été signés par le ministre de l'Économie et des Finances, Essowè Georges Barcola, et Marie-

Chantal Uwanyiligira, directrice de division de la Banque mondiale pour la Côte d'Ivoire, le Bénin, la Guinée et le Togo. La cérémonie s'est déroulée en présence d'Anna Bjerde, directrice générale des opérations du Groupe de la Banque mondiale, de Sandra Ablamba Johnson, ministre, secrétaire générale



de la présidence du Conseil et gouverneure de la Banque mondiale pour le Togo, ainsi que de plusieurs membres du gouvernement.

Ces financements s'articulent autour du triptyque « Protéger, Rassembler et

Transformer », qui constitue l'ossature de la stratégie de développement du pays pour les prochaines années. Selon Georges Barcola, ils traduisent en investissements concrets les ambitions du gouvernement visant à améliorer les conditions de vie des populations, réduire la pauvreté et renforcer la

compétitivité de l'économie nationale. Dans le cadre de l'axe « Protéger », deux projets énergétiques régionaux mobilisent 140 millions de dollars. Le projet PRIME-GAS bénéficie de 40 millions de dollars pour promouvoir

l'intégration des marchés de l'électricité par le gaz, tandis que le programme WAREMP reçoit 100 millions de dollars pour étendre l'accès à l'électricité, notamment dans les zones rurales. Ces initiatives devraient contribuer à renforcer la souveraineté énergétique du pays et à garantir un approvisionnement plus fiable en énergie.

Au titre de l'axe « Rassembler », un financement additionnel de 20 millions de dollars est accordé au projet d'identification unique Wuri afin de garantir à chaque citoyen une identité sécurisée. Le Projet régional de cohésion sociale (Coso) bénéficie, quant à lui, de 69 millions de dollars supplémentaires pour renforcer la présence de l'État et des services essentiels dans les régions vulnérables. La plus importante enveloppe, soit 200 millions de dollars, est destinée au Programme d'amélioration des systèmes logistiques et de transport (PASLT). Ce projet vise à

moderniser les corridors logistiques, améliorer la connexion entre les zones de production et les marchés et consolider le positionnement du Togo comme hub logistique majeur en Afrique de l'Ouest.

Pour Anna Bjerde, ces investissements contribueront à la création d'emplois, au développement du capital humain et à la réduction de la pauvreté. Elle a salué les progrès accomplis par le Togo dans la mise en œuvre de sa Vision 2040 et son engagement en faveur d'une croissance inclusive.

Avec un portefeuille évalué à 2,1 milliards de dollars en 2026, la Banque mondiale demeure l'un des principaux partenaires au développement du Togo. Ces nouveaux accords confirment la confiance de l'institution dans les réformes engagées par le pays et dans sa capacité à transformer les financements en résultats concrets pour les populations.

E.A

Bonne gouvernance

Le Togo maintient le cap contre la corruption

Ensemble des dispositions pratiques pour gérer de manière responsable, transparente et efficace un État dans l'intérêt de tous, la bonne gouvernance est importante pour promouvoir un développement inclusif. Au Togo, les efforts du gouvernement sont réels. En témoignent les avancées enregistrées par le pays dans le classement Mo Ibrahim 2026. Ces avancées, enregistrées dans la lutte contre la corruption, nous ramènent à faire un retour sur les initiatives du pays visant à promouvoir la bonne gouvernance.

Favoriser le développement inclusif et durable et le respect des droits de l'homme passe impérativement par une gouvernance de qualité. Mieux, une gouvernance qui prend en compte les aspirations de tous.

En s'engageant dans cette logique, celle de promouvoir une bonne gouvernance, le gouvernement ne manque pas d'initiatives en introduisant des réformes et en maintenant le cap

déclin à la reprise), ce rapport rendu public le 8 juillet dernier note des avancées du Togo dans la lutte contre la corruption. Le pays figure parmi les cinq pays africains ayant le plus progressé sur la décennie (2016-2025) dans ce domaine, selon l'Indice Ibrahim de la Gouvernance Africaine (IIAG) sur lequel se base le document.

En termes de progression, le pays capitalise 27,7 points sur l'indicateur évaluant les mécanismes de lutte contre la corruption au cours de la décennie. Avec ces efforts, le Togo se hisse désormais au 17^e rang continental sur cette thématique.

Dans son classement, la fondation Mo Ibrahim s'appuie sur six (6) critères allant des procédures de passation des marchés publics à la perception citoyenne, en passant par l'absence de la corruption dans les secteurs public et privé.

Selon les Nations unies, la performance d'une gouvernance se traduit par une administration transparente, le respect des droits de l'homme, la lutte contre la corruption

la Haute Autorité de prévention et de lutte contre la corruption et des infractions assimilées (Haplucia). Devenue la Haute Autorité pour la transparence, l'intégrité de la vie publique et la lutte contre la corruption (Hatic), cette institution a pour mission de sensibiliser, d'enquêter et de promouvoir l'intégrité. Dans la même logique, celle de lutter contre la corruption, la Cellule nationale de traitement des informations financières (Centif) est créée en 2008 pour lutter contre le blanchiment de capitaux.

Des entités comme l'Autorité de régulation de la commande publique (Arcop) et la Cour des comptes sont chargées de vérifier les finances de l'État et de veiller à l'intégrité des marchés publics via le code d'éthique et de déontologie dans la commande publique.

En amont, le pays déploie un plan stratégique visant à renforcer le cadre légal, à mobiliser toutes les couches de la société et

Outre la lutte contre la corruption, la promotion d'une administration transparente est également l'une des clés de voûte de la bonne gouvernance au Togo. Sur ce plan, celui de la promotion d'une administration performante, le pays ne manque pas d'initiatives. Au nombre de ces dernières, la digitalisation des services publics et l'opérationnalisation du guichet unique pour la création d'entreprises. La volonté de mieux gérer les ressources naturelles a conduit le pays à l'adhésion de l'Initiative pour la transparence dans les industries extractives (ITIE), qui permet de renforcer les capacités de contrôle et de gouvernance financière dans le domaine.

Ainsi, l'obligation est faite chaque année aux industries extractives de déclarer leurs paiements à l'État. De même, les agences gouvernementales de perception des revenus doivent déclarer les recettes perçues. Grâce à la publication régulière de ces données, le pays retrouve le chemin de la lutte contre la corruption en permettant à la population d'être au parfum de la gestion de la chose publique.

Pour sa part, la digitalisation de l'administration à travers la numérisation des services publics rend plus efficaces et accessibles les services qui sont dorénavant plus standardisés. L'opérationnalisation du guichet unique pour la création d'entreprises simplifie les démarches et réduit la bureaucratie pour les investisseurs.

Ces réformes, qui limitent les contacts physiques, permettent également de lutter contre la corruption passive.

Dans la même logique, celle de promouvoir la bonne gouvernance, des efforts sont aussi consentis dans le renforcement des capacités d'institutions

clés comme la Cour des comptes, l'Inspection générale des Finances (IGF) et les organismes de passation de marchés (ARMP) par la formation et l'élaboration de manuels de procédures.

La modernisation du cadre juridique à travers la révision du code des investissements participe à créer un environnement plus stable, transparent et exempt de corruption pour les investisseurs.

Grâce à ces réformes, le Togo ne cesse de confirmer la solidité de ses fondamentaux économiques et la pertinence de ses réformes structurelles.

Le pays arrive à diversifier ses sources de revenus, à améliorer la collecte des impôts et des taxes, et à moderniser son administration financière grâce à des outils numériques innovants.

L'Office togolais des recettes (OTR), fer de lance de cette dynamique, poursuit son œuvre de rationalisation et d'élargissement de l'assiette fiscale, tout en facilitant les démarches administratives anciennes et considérées comme encombrantes et budgétivores par les contribuables.

Des résultats qui témoignent des efforts

Entre 2020 et 2024, les recettes budgétaires ont connu une hausse spectaculaire de 67,6 %, passant de 655,2 milliards à 1098,1 milliards de francs CFA. Une progression qui illustre à la fois la montée en puissance de la mobilisation fiscale, la rigueur dans la gestion publique et la vitalité retrouvée de l'économie nationale.

Le bond enregistré entre 2020 et 2024 s'explique par plusieurs leviers. D'abord, la digitalisation des procédures a permis de réduire les pertes de recettes et d'accroître la transparence des transactions. Aussi, l'État a intensifié la lutte contre la fraude et l'évasion fiscale, tout en renforçant



Faure Gnassingbé à la rencontre des bénéficiaires du FNFI

du suivi. Cet engagement à impacter s'est soldé, ces dernières années, par nombre d'avancées. Et l'une des dernières en date est le rapport Mo Ibrahim, qui vient corroborer les efforts du pays dans la lutte contre la corruption.

Intitulé : « Anti-corruption : from decline for recovery » (Anti-corruption : du

et la promotion de la participation citoyenne. À ces critères s'ajoute la promotion des initiatives visant le développement durable et le bien-être de tous les citoyens.

Dans la lutte contre la corruption, le Togo déploie plusieurs initiatives. Au nombre de ces dernières, la mise en place de

à restaurer la confiance dans l'administration publique. Pour compléter ces initiatives, l'obligation est faite aux hautes personnalités et aux agents publics de déclarer leurs biens pour éviter l'enrichissement illicite.

Promouvoir une administration transparente

la culture de la conformité. Par ailleurs, la croissance soutenue des secteurs-clés, tels que l'agriculture, les services, la logistique, l'énergie et l'industrie, a élargi la base imposable et dopé les rentrées budgétaires. Dans ce contexte, chaque franc mobilisé est investi dans les priorités nationales : infrastructures, éducation, santé, énergie, inclusion sociale. L'amélioration des recettes permet à l'administration fiscale d'accroître la capacité du pays à financer les projets de développement sans recourir excessivement à l'endettement extérieur, consolidant ainsi la souveraineté économique du Togo, pays de plus de 8 millions d'habitants. En 2025, le pays a franchi un nouveau cap. De 1 098,1 milliards en 2024, les recettes budgétaires ont atteint 1 472 milliards FCFA en 2025, témoignant des efforts du pays dans la lutte contre la corruption. Mieux, dans la promotion de la bonne gouvernance.

Une hausse de contribution des industries extractives

Grâce aux renforcements des mesures de contrôle, le Togo enregistre aussi une hausse de la contribution de ses industries extractives à l'État avec une hausse des recettes de 13 % entre 2020 et 2021, atteignant 19,84 milliards FCFA. Les sociétés minières (en particulier celles produisant du phosphate et du clinker) suivies par les nappes souterraines et les matériaux de construction sont les principaux contributeurs. Dans le secteur minier particulièrement, la mise en place des réformes comme la création d'un portail web du cadastre minier, pour améliorer la transparence et accroître la contribution du secteur à la richesse nationale, se révèle salubre. Autre secteur dont la contribution aux ressources de l'État n'est pas des moindres est le secteur des services. Attirant de plus en plus d'investissements grâce à des réformes visant à rendre plus attractif

le Togo, le secteur des services marchands togolais connaît une croissance de chiffre d'affaires.

Particulièrement, le secteur financier, qui fait partie des services, a été le plus performant, avec une augmentation significative des crédits bancaires accordés aux opérateurs économiques. Les établissements bancaires, plus solides et mieux capitalisés, sont aujourd'hui en mesure d'offrir des conditions de financement plus compétitives et adaptées aux besoins du marché. La preuve, en octobre 2025, lors d'un point bilan, le ministère des Finances et du Budget a dévoilé des chiffres rassurants. Les crédits bancaires aux opérateurs économiques ont augmenté de 22 % en une année. Ils ont donc atteint 543 milliards de francs CFA au premier semestre de l'année 2025, témoignant de la vitalité de ce secteur et de sa capacité à accompagner le développement du pays. Pour le gouvernement, la performance du service financier s'explique par la baisse de l'inflation qui contribue à soutenir la performance globale de l'économie, y compris celle du secteur des services.

En effet, la baisse de l'inflation au Togo se justifie par des mesures du gouvernement comme le renforcement de l'offre locale, l'amélioration de la gestion budgétaire et des mesures visant la croissance. Des efforts dans la modernisation des infrastructures et de l'agriculture témoignent également de la performance de la gouvernance togolaise.

Des défis

Nonobstant la hausse des ressources, la gouvernance togolaise, malgré sa performance, reste confrontée à plusieurs défis qu'il faut relever. Ces derniers sont entre autres relatives à la crise de confiance politique, aux tensions sociopolitiques, à la corruption qui continue de gangrener

le développement du pays et à des faiblesses dans le secteur public et l'économie. D'autres défis incluent la mauvaise gouvernance locale dans certaines communes, l'insécurité au nord du pays, les insuffisances d'infrastructures et l'accès au financement.



Cabinet du ministère des Finances et du Budget (Casef)

Relever les défis

Pour y arriver, le gouvernement togolais entend continuer à renforcer la transparence et l'efficacité par la modernisation administrative et la numérisation. En ce sens, des réformes seront accentuées pour

des conseils municipaux et à garantir que les décisions soient prises démocratiquement et conformément à la loi. Par ailleurs, un soutien particulier sera accordé aux communes dans la gestion des affaires locales et la fourniture des moyens financiers tout en

capables de concevoir une régulation de l'Internet adaptée au contexte togolais, tout en promouvant l'utilisation du numérique pour résoudre des problèmes concrets. Contre la corruption, des réformes devront également se poursuivre. Et c'est le cas de la



Installations au port de Lomé

améliorer l'efficacité, la transparence et la responsabilité de l'action publique.

Le cap des initiatives visant à promouvoir une gouvernance locale et une décentralisation efficace par l'introduction de nouvelles réformes financières sera maintenu.

Pour assurer la transparence financière, le gouvernement s'engage à mettre en place des procédures claires et à

veiller à une équité entre elles.

Dialogue et participation citoyenne pour relever les défis

Sur ce point, le gouvernement prévoit de renforcer le dialogue politique, en favorisant un dialogue constructif entre la majorité et l'opposition, et en encourageant l'opposition à participer aux institutions pour porter la voix des citoyens. Favoriser une diplomatie

Haplucia devenue en 2025, HATIC pour mieux lutter contre ce fléau. Autant d'initiatives, de réformes et de perspectives qui permettent au gouvernement d'asseoir une gouvernance performante, d'accroître les ressources pour le développement du pays, de promouvoir un développement inclusif et de mieux lutter contre la corruption.

Caleb Akponou

Blague 1

Un homme marié décide de faire une surprise à sa femme. Il lui a fallu toute la journée pour confectionner un gâteau en forme de gros coeur, se faisant aider dans cette tache par la dame ménage. La femme de ménage une vraie ignorante qui ne s'y connait pas en matière de romantisme en amour lui demanda ce que signifiait la forme de ce gâteau. Le Monsieur répond tout simplement: L'AMOUR
Son épouse de retour à la maison voit son mari assis sur le canapé complètement fatigué avec beaucoup de sueur au front et la femme de ménage couchée dans le canapé en face. Elle se met à crier sur la dame de ménage. "est-ce à cette heure qu'on doit dormir?" D'ailleurs qu'à tu fais pendant toute la journée ?
La femme de ménage: Pardon Madamne ne vous fâchez pas je m'excuse, pendant toute la journée le patron et moi nous avons fait L'AMOUR depuis le matin jusqu'à présent c'est tout de suite la même on vient de finir donc je voulais me reposer juste un peu...
Le monsieur s'est évanoui.

Introspection

Pour construire une maison sur 1 lot il faut minimum 40 000 000.Si quelqu'un gagne 200 000/Mois et qu'il épargne 100 000/mois il lui faudra 33 ans pour rassembler le budget pour cette construction.
S'il commence à économiser à partir de 30 ans cela veut dire qu'il pourra construire à 63 ans Maintenant certains sont à 40 000/ mois je vous laisse faire le calcul.

Pensées du jour

“Nous devons apprendre à vivre ensemble comme des frères, sinon, nous allons mourir ensemble comme des idiots”
Mrtin Luther King

L’homme est l’espèce la plus insensée, il vénère un Dieu invisible et massacre une nature visible ! Sans savoir que cette nature qu’il massacre est ce Dieu invisible qu’il vénère !
Hubert Reeves

Blague 2

Histoire d'un divorce impossible

Un couple Sénoufo est venu au tribunal. Le juge leur demande que ce qui ne va pas.

Les deux disent qu'ils veulent divorcer.

Le juge leur dit: vous avez trois enfants et vous voulez divorcer.

Comment allez-vous les répartir ? Qui prendra deux et l'autre un?

Le couple se consulte rapidement et dit au juge: Ok! On a compris. On va faire un enfant pour compléter. Ça fera quatre enfants. Comme ça on va se divorcer facilement et chacun aura deux enfants.
(9) mois plus tard, la femme accouche des jumeaux.

#le mari dit au juge : la lutte continue ...

Leçon de vie

Un professeur a donné un ballon à chaque élève, qui devait le gonfler, écrire son nom dessus et le jeter dans le couloir. Le professeur a ensuite mélangé tous les ballons

Lesélèvesontensuiteeu5minutespourtrouverleurballon. Malgréunefouilletrépидante,personnen'atrouvésonballon.

À ce moment-là, le professeur a dit aux étudiants de prendre le premier ballon qu'ils pouvaient trouver et de le remettre à la personne dont le nom était écrit dessus. En 5 minutes, tout le monde avait son ballon. Le professeur a dit aux étudiants : « Ces ballons sont comme le bonheur. Nous ne le trouverons jamais si chacun cherche le sien. Mais si nous nous soucions du bonheur des autres, nous trouverons le nôtre aussi"



Quelques ambassades et consulats
■ Ambassade des Etats-Unis; Tél: 22 61 54 70
■ Ambassade d’Allemagne; Tél: 22 23 32 32
■ Ambassade de France; Tél: 22 23 46 40
■ Ghana Embassy; Tél: 22 21 31 94
■ Ambassade d’Egypte; Tél: 22 21 24 43
■ Ambassade du Niger; Tél: 22 21 60 25
■ Ambassade de Chine; Tél: 22 22 38 56
■ Union Européenne; Tél: 22 53 60 00
■ Consulat de Belgique; Tél: 22 21 03 23
■ Consulat de France; Tél: 22 23 46 40
■ Consulat de Suisse; Tél: 22 20 50 60
■ Consulat de Canada; Tél: 22 51 87 30
■ Ambassade du Nigéria; Tél: 22 21 60 25
■ Ambassade du Gabon; Tél: 22 26 75 63
■ Ambassade du Brésil; Tél: 22 61 56 58
■ Consulat de Sénégal; Tél: 22 22 98 35
■ Consulat du Burkina Faso. Tel: 22 26 66 00
■ Consulat du Niger; Tél: 22 22 43 31
■ Consulat du Bénin; Tél: 22 20 98 80
■ Ordre de Malte; Tél: 22 21 58 11
■ RDC; Tél: 90 08 38 53

Les bons plans et les bonnes adresses à Lomé		
BIBLIOTHEQUES	AGENCE DE COMMUNICATION	COURRIER EXPRESS
BIBLIOTHEQUE NATIONAL: Quartier Admi Tel: 22 21 04 10	AG Partners: Sise à Cassablanca www.couleurafrique.com Larry Event Day (LED) Une agence événementielle, Organisation d'évènement privé et professionnel; Communication, Location d'espaces, Conseils, Wedding Planner et Décoration Tél/ 22 21 87 80 / Cel: 98 77 40 54 Avenue François Mitterrand rue des Cocotiers	DHL (Qtier Nyékonakpoè, 15 78 ; Bd du 13 Janvier, Galerie Tountouli)Tél: 22 21 68 51 EMS TOGO (Tél: 22 26 70 51) FEDEX (276; Bd du 13 Janvier, immeuble FIATA; 1e étage) Tél: 22 21 24 96 TOP CHRONO (Assiganto; Av Sylvanus Olympio) Tél: 22 21 73 68 SDV EXPRESS (Rue du commerce) Tél: 22 22 41 26
LIBRAIRIE	SUPERS MARCHES A LOME	OPERATEURS TELEPHONIQUES
GRAIN DE PENSEE: 30, bvd du 13 janvier Tel: 22 22 32 43	CONCORDE: (Atikoumé; juste à côté de l'UTB	MOOV :Tél. 22 20 13 20 TOGO CELLULAIRE : Tél. 22 22 66 11 TOGO TELECOM : Tél. 22 21 47 14
LIBRAIRIE BON PASTEUR: Quartier Assiganto Avenue Sylvanus Olympio Tél: 22 22 26 66	RAMCO: (Qtier Assivito, Av de la Nouvelle Marche)	SANTE GENERALISTES
LIBRAIRIE BONNE SEMENCE: Quartier Avé Maria, Avenue du 30 Août	LE CHAMPION SUPER MARCHÉ: (Boulevard du 13 Janvier); Tél: 22 22 74 43	DR CORINNE JOULIN-KARKA ; Tél: 22 23 46 77 CLINIQUE BIASA ; Tél: 22 21 11 37 CLINIQUE SAINT-RAPHAËL ; Tél: 22 25 92 77 CHU TOKOIN ; Tél: 22 21 25 01 CHU CAMPUS ; Tél: 22 25 47 39 / 22 25 77 68 HORLOGE PARLANTE ; Tél: 116 CLINIQUE UNIDIAL spécialisée en Hemodialyse / Tokoin habitat Rue des filaos; Tel 23 36 01 00 / 90 39 45 72
LIBRAIRIE STAR: Quartier Béniglato, rue du lac Togo Tel: 22 22 74 83	FRUITS ET LEGUMES	OU MANGER ET DORMIR A LOME?
ESPACES CULTURELS	MARCHE ABATTOIR: (Juste en face du Super Marche Le Champion)	RESTAURANT LE TABLIER (Qtier Cacavéli, Bd de la Kara, 2è ruelle à droite après pharmacie Shalom venant de Bodjona) Tél: (00228) 91 36 23 66 / 96 96 80 80 HOTEL RESIDENCE « LES ANGES » Qtier : Foréver ; Tél : 90 17 03 30 HÔTEL BALKAN (Qtier Hédranawé); Tél : 22 61 30 63 LE MERLOT (Qtier Kassablanca) Tél : 93 05 11 11
CENTRE BRIN DE CHOCOLAT: Quartier kodjoviakopé; Tel: 22 20 06 59 / 90 04 32 86	MARCHE DE GOYI SCORE: (Juste en face du Super Marché RAMCO)	MUSCULATION ET MASSAGE
CENTRE CULTUREL: DENYIGBAN; Quartier St Joseph, rue Anima Tel: 22 41 98 16	PANIER BIO CENTRE MYTRO NUGNA: (Qtier Adidogomé, carrefour des Franciscains), Tél: 91 81 25 38	Le NAUTILUS-FITNESS : HOTEL RESIDENCE « LES ANGES» Tél : 22 26 34 71 / 90 17 03 30 BODYBUILDING-CLUB (Rue des hydrocarbures); Tél: 90 24 10 72 GYM CENTER (Qtier Nyékonakpoè, Avenue Joseph Strauss); Tél : 90 04 76 60 GYM FIL «O»PARC (Agoè Nyivé); Tél : 22 35 18 28 GYM GHIS PALACE (Qtier Baguida); Tél : 22 71 49 70
CENTRE CULTUREL: LOYOLA; Quartier Agoè Tel: 90 64 80 77	DANSE ET COURS DE ZUMBA	
CENTRE ODAYE: Quartier Hédzranawoè Tel: 90 64 80 77	AFT : Quartier: Décon. Tél: 97 99 7919 COURS DE CAPOEIRA ; Salle GYM TONIC. Tél : 90 79 79 90 COURS DE ZUMBA : HOTEL RESIDENCE «LES ANGES»; Qtier : Foréver ; Tél : 90 17 03 30 COURS DE ZOUMBA (VITAL CLUB, Nana BLAKIME) ; Tél 90 30 38 75 CIE CADAM (Danse traditionnelle africaine) ; Tél : 90 15 39 87 SALSA (Club Salsa 7- Henry Motra); Tél : 91 70 61 86	
CENTRE ODAYE: Quartier Hédzranawoè Tel: 22 42 12 07	MANNEQUINAT & HÔTESSE	
	ALLURE MODE AGENCY ; Tel: 99 22 04 62 CHALLENGE AGENCY ; Tel: 92 27 91 66	
	SALLE DE CINEMA	
	HARMONIE SIGNATURE: Résidence de la caisse Tel: 22 26 12 55 CANAL OLYMPIA: Tokoin Gbadago Tel: 98 34 83 52 CINEMA GREENFIELD: Quartier Tokoin hôpital Tel: 22 21 12 55	

ORIGINAL

ASSIGNATION EN VALIDITE DE L'INSCRIPTION HYPOTHECAIRE

L'an deux mille vingt-six (2026)

Et le 10 juillet, à 10 heures 35 minutes ;

A la requête de International Business Bank (IB bank Togo) SA, Ex-Banque Togolaise pour le Commerce et l'Industrie (BTCI) SA au capital de 17.500.000.000 F CFA, ayant son siège à Lomé, 169, Boulevard du 13 Janvier, B.P : 363, Tél : 22 23 55 00/ 22 23 56 00, immatriculée au R.C.C.M sous le numéro TOGO LOMÉ 1974 B N°0521 représentée par son Directeur Général, Monsieur Seydou S. Robert A. DIALLO demeurant et domicilié audit siège ;

Assistée de Maître Yawa Sika YOVO, Avocat à la Cour, 7 BP 13066 Lomé 7, Tél : 93 39 45 21 / 99 21 44 02, Rue derrière Villas SITO, Adidagomé, derrière la Poste d'Adidagomé, Lomé ;

Me Remy Yawa M. ENLOU
Huissier de Justice près le Tribunal de 1^{re} Instance et la Cour d'Appel de LOMÉ, 06 BP 6452 Tél: 22 20 97 59 y demeurant, soussigné

Fol

Donné assignation à :

1- La Société JEF SARL U au capital social d'un million (1.000.000) de francs CFA sise à Lomé (TOGO), quartier Agbalépedagan, RCCM : TG-LOM 2014 B 68, représentée par son Gérant, Monsieur FEGHALI Jean, Tél: 22-48-65-80, demeurant et domicilié audit siège, où étant et parlant à : *la requise, n'ayant pas d'adresse précise et son téléphone inaccessible, nous avons signifié l'acte par affichage devant l'auditoire du Tribunal de Commerce de Lomé conformément à l'article 58 du code de procédure civile togolais.*

2- Monsieur AKPLOGAN Koffi Togbe, Cautiôn hypothécaire de la Société JEF SARL U et mandataire spéciale de la succession AKPLOGAN, Tél : 90-04-85-12, demeurant et domicilié à Lomé, où étant et parlant à : *la requise, n'ayant pas d'adresse connue et son téléphone inaccessible, nous avons signifié l'acte par affichage devant l'auditoire du Tribunal de Commerce de Lomé conformément à l'article 58 du code de procédure civile togolais.*

3- Madame ADJOKOU Alougba Hélène épouse AKPLOGAN et ses enfants, Tél : 90-48-08-43, tous demeurants et domiciliés à Lomé, où étant et parlant à : *la requise, n'ayant pas d'adresse connue et leur téléphone inaccessible, nous avons signifié l'acte par affichage devant l'auditoire du Tribunal de Commerce de Lomé conformément à l'article 58 du code de procédure civile togolais.*

A comparaître, **LE MARDI 21 JUILLET 2026 A NEUF (09) HEURES DU MATIN**, jours et heures suivants s'il y a lieu, à l'audience et par-devant le Tribunal de Commerce de Lomé, séant au Palais de Justice de ladite ville ;

POUR

Attendu que dans le cadre de leurs relations d'affaires, l'ex BTCI SA, actuel IB bank Togo SA a octroyé un crédit en fonds de roulement d'un montant de soixante-quinze millions (75.000.000) de francs CFA à la société JEF SARL U ; (Pièce N°1)

Que pour garantir ledit crédit, la société JEF SARL U devrait déposer la copie originale du titre foncier N°32052 RT Volume 165, Folio 82 pour les formalités d'inscription hypothécaire ;

Que la débitrice n'ayant pas pu honorer ses engagements vis-à-vis de la requérante, cette dernière a, après plusieurs relances restées infructueuses, décidé de mettre fin à leurs relations d'affaires ;

Qu'à ce jour IB bank Togo SA dispose d'un titre exécutoire constatant une créance certaine, liquide et exigible sur sa débitrice ;

Que pour préserver ses droits, IB bank Togo SA a par requête saisi le Président du Tribunal de Commerce de Lomé afin de l'autoriser à prendre des mesures conservatoires ;

Que c'est ainsi que par ordonnance N°031/2026 du 09 Février 2026, la requérante a été autorisée par le Président du Tribunal de Commerce, à inscrire à son profit une hypothèque provisoire à concurrence de la somme QUATRE VINGT MILLIONS DE FRANCS CFA (80.000.000) sur le titre foncier N°32052 RT ; (pièce N°2)

Que l'hypothèque provisoire vient d'être inscrite par le Conservateur sur l'immeuble objet du titre foncier N°32052RT ; (pièce N°3)

Que, la requérante entend transformer l'hypothèque provisoire dont s'agit en une hypothèque définitive ;

Que disposant ainsi d'un titre exécutoire constatant une créance certaine, liquide et exigible, la requérante a donc intérêt à faire venir les requis par devant le Tribunal de céans pour s'entendre, conformément à l'article 213 de l'Acte Uniforme portant Organisation des Sûretés, déclarer valable et définitive l'hypothèque provisoire précédemment inscrite sur le titre foncier N°32052RT et autoriser le Conservateur de la propriété foncière à inscrire ladite hypothèque sur ledit titre ;

2

PAR CES MOTIFS

Il est demandé au Tribunal de céans

EN LA FORME

Dire ce que de droit

AU FOND

- Constaté que IB bank Togo SA dispose d'un titre exécutoire constatant une créance certaine, liquide et exigible d'un montant de QUATRE VINGT MILLIONS DE FRANCS CFA (80.000.000) sous réserves des intérêts courus jusqu'au parfait règlement et des frais de procédure à échoir sur la requise ;

- Venir les requis, s'entendre déclarer valable et définitive l'hypothèque provisoire précédemment inscrite au profit de IB bank Togo SA à concurrence de QUATRE VINGT MILLIONS DE FRANCS CFA (80.000.000) sur le titre foncier N°32052 RT suivant ordonnance N°031/2026 du 09 Février 2026 ;

EN CONSEQUENCE

- Voir Autoriser le Conservateur de la Propriété foncière et des domaines à inscrire sur le titre foncier N°32052RT, l'hypothèque définitive à concurrence de QUATRE VINGT MILLIONS DE FRANCS CFA (80.000.000) au profit de IB bank Togo SA

- Ordonner l'exécution provisoire de la décision à intervenir nonobstant toutes voies de recours et sans caution.

SOUS TOUTES RESERVES
A CE QU'ILS N'EN IGNORENT

Et je leur ai étant et parlant comme ci-dessus, laissé tant copies des pièces que du présent exploit dont le coût est de 90.000 F CFA.

L'HUISSIER

Jeux Commonwealth

Le Togo plein d'espoir pour sa première participation

La délégation togolaise quitte Lomé en ce début de semaine pour la première participation du pays aux Commonwealth Games, qui se tiennent du 23 juillet au 2 août 2026 à Glasgow. Cette compétition de haut niveau mobilise des athlètes des pays membres, y compris le Togo, devenu membre depuis 2022.

Engagé à promouvoir ses talents sportifs à l'étranger, le Togo multiplie les efforts pour une meilleure représentativité de ses talents dans les compétitions internationales.

Selon le ministère en charge des Sports et de la Jeunesse, la délégation togolaise quitte Lomé en ce début de semaine. Elle est composée d'une vingtaine de personnes, dont 10 athlètes, des membres de l'encadrement technique, des membres de l'encadrement médical, des acteurs de la communication et des officiels.

« Cette délégation a pour mission de défendre les couleurs du Togo dans trois disciplines, à savoir l'athlétisme, la boxe et le judo. Au total, cette 23^e édition comptera dix (10) sports et il est attendu

environ trois mille (3 000) athlètes », a précisé le ministère sur son site officiel.

Une participation historique



Selon le Comité national olympique (CNO-Togo), il s'agit d'une première participation prestigieuse qui marque l'entrée du Togo dans le mouvement sportif du Commonwealth.

En novembre 2025, le Togo avait déjà reçu le Bâton du Roi (King's Baton Relay), symbole de la préparation de l'événement. Dans la même logique, le président de la Fédération des Jeux du Commonwealth (CGF), Dr Chris Jenkins OBE, s'était rendu à Lomé fin 2024 pour organiser l'accompagnement du pays. Les Jeux du Commonwealth

de Glasgow en Écosse regrouperont des athlètes de l'organisation, avec le soutien des autorités togolaises pour une première apparition

réussie du Togo. Pour les autorités sportives du pays, il ne s'agira pas de faire une simple apparition, mais de marquer cette première participation. Pour ce faire, les petits plats sont mis dans les grands pour relever les défis avant le début des jeux.

Pour la participation du Togo, le CNO-Togo cible plusieurs disciplines classiques et para-sportives telles que l'athlétisme, la natation, la boxe, le cyclisme, l'haltérophilie, le tennis de table et le rugby à 7. Le pays compte couvrir

simultanément le para-athlétisme, la para-natation, le para-cyclisme et la para-haltérophilie.

Connaître les Commonwealth Games

Compétition multisport internationale majeure réunissant tous les quatre (4) ans les meilleurs athlètes des nations membres du Commonwealth, les Jeux du Commonwealth sont officiellement créés en 1930. Ils rassemblent tous les quatre ans des athlètes de plus de 70 pays pour favoriser la coopération, la diversité et l'unité à travers le sport.

À travers les Jeux du Commonwealth, des valeurs communes telles que la démocratie, l'humanité et l'égalité sont prônées. Se présentant comme un tremplin, ces jeux permettent aux athlètes de se mesurer à des compétiteurs de calibre olympique.

Mettant l'accent sur l'inclusion, les Jeux du Commonwealth encouragent les échanges sportifs et la fraternité entre les participants et se présentent, dans le calendrier sportif mondial, comme une étape préparatoire aux Jeux

olympiques.

Particulièrement, l'édition 2026 revêt une importance capitale avec, à la clé, de nouvelles réformes.

Quid de la particularité de l'édition 2026 ?

Cette année, le format des Jeux du Commonwealth, selon les organisateurs, sera plus concentré, sur 10 à 12 disciplines sportives. Sont exclues des disciplines traditionnelles comme le hockey, le squash et la plongée. De même, les épreuves se dérouleront sur un nombre limité de sites à travers l'Écosse, pays hôte, pour réduire les coûts et limiter les expositions.

L'autre particularité de ces Jeux, auxquels le Togo prendra part pour la première fois, est la forte intégration d'épreuves para sportives comme l'athlétisme, la natation, le boulingrin, le cyclisme sur piste et le basket-ball 3x3.

Ces Jeux du Commonwealth 2026, dont le coût est estimé à environ 150 millions de livres sterling, soit environ 112,79 milliards de FCFA, réuniront 72 à 74 nations et territoires, dont le Togo.

Caleb Akponou

Tournoi qualificatif UFOA-B

Tout sur le programme des Eperviers juniors

Versés dans un groupe B face au Nigeria, au Ghana, pays hôte de la prochaine CAN U20, et au Burkina Faso, les Éperviers U20 de Messan King Amétokodo connaissent désormais leur feuille de route. Trois matchs de poule, du 27 juillet au 2 août, pour tenter d'arracher un billet pour la CAN U20 2027.

Le rideau va bientôt se lever. Du 26 juillet au 9 août 2026, Yamoussoukro (Côte d'Ivoire) accueille le tournoi qualificatif de l'UFOA-B (zone Ouest B de la CAF), unique porte d'entrée régionale vers la Coupe d'Afrique des nations U20 2027. Sept sélections se disputeront le sésame, réparties en deux poules à l'issue du tirage au sort effectué le 15 juillet dernier au siège de l'instance à Abidjan. L'enjeu dépasse le seul cadre continental. La CAN U20 réunira douze nations, et ses quatre demi-finalistes

décrocheront leur place pour la Coupe du monde U20 de la FIFA. Autant dire que chaque rencontre de Yamoussoukro pèsera lourd dans les ambitions de chaque sélection.

Le Togo dans le groupe B

Le sort n'a pas épargné les Éperviers juniors. Logé dans le groupe B, le Togo devra composer avec trois adversaires de tout premier plan : le Nigeria, ogre continental de la catégorie aux multiples titres ; le Ghana, futur pays organisateur de la CAN U20 2027 ; puis le Burkina Faso, un habitué des places d'honneur régionales.

Détail à noter : le Ghana est déjà qualifié pour la phase finale, la CAF lui ayant confié l'organisation de l'édition 2027 (décision annoncée le 28 avril 2026). Les Black Satellites disputeront tout

de même le tournoi, et leurs résultats compteront pour le classement du groupe.



Equipe des Eperviers juniors

Dans l'autre poule, le groupe A aligne trois équipes : la Côte d'Ivoire, pays hôte, le Bénin et le Niger.

Le programme des Éperviers juniors

Les protégés d'Amétokodo entreront en lice dès la première journée, puis enchaîneront trois sorties

étalées sur une semaine. Le 27 juillet au lycée scientifique de Yamoussoukro,

le Togo sera face au Burkina Faso à la première journée. À la deuxième journée, il affrontera le Nigeria, le jeudi 30 juillet, sur le même terrain. À la troisième journée, les Éperviers seront aux prises avec les Black Starlettes du Ghana, le dimanche au stade CKB. Après les phases de poule,

la première demi-finale se tiendra le mercredi 5 août entre le 1^{er} du groupe A et le

2^e du groupe B. La deuxième demi-finale se déroulera le même jour entre le 1^{er} du groupe B et le 2^e du groupe A. Quant à la 3^e place et la grande finale, elles sont prévues pour le dimanche 9 août, respectivement à partir de 14 heures et 18 heures.

TM et FTF

Togo

Alerte à la grippe aviaire dans le district des Lacs

La région Maritime est en état de vigilance. Plusieurs cas de grippe aviaire viennent d'être confirmés au sein de fermes d'élevage situées dans le district des Lacs. Au-delà de la contamination animale, les autorités s'inquiètent des comportements à risque de certains exploitants qui tenteraient de commercialiser des volailles infectées et des œufs auprès des consommateurs, accentuant ainsi le danger de propagation.

Face à cette menace de crise sanitaire, le personnel médical est appelé à faire preuve d'une attention maximale lors des examens cliniques. Les professionnels de santé doivent traquer les moindres symptômes suspects chez les patients, notamment les fortes fièvres, les toux, les congestions nasales, les maux de gorge ou les difficultés respiratoires. Les irritations oculaires, les douleurs musculaires, une fatigue prononcée ainsi que des troubles digestifs constituent également des signaux d'alerte à surveiller de près.

Sensibilisation et détection rapide dans les communautés. Les structures sanitaires locales ont reçu pour consigne d'intensifier les campagnes d'information auprès des populations. Le message diffusé insiste sur la nécessité de se rendre immédiatement dans un centre de soins dès l'apparition de manifestations inhabituelles, surtout si le patient a été en contact avec des oiseaux malades ou retrouvés morts. Cette réactivité est jugée indispensable pour couper court à toute chaîne de transmission humaine.

Cette résurgence du virus remet au centre des priorités la question de la sécurité sanitaire dans les exploitations. Pour les acteurs du secteur, il devient urgent de durcir les protocoles de biosécurité afin de sanctuariser les élevages. Ces mesures préventives restent le seul rempart efficace pour préserver la santé des citoyens tout en évitant un effondrement économique de la filière avicole togolaise.

Togo

L'ambassadeur de l'Union européenne, Gwilym Ceri Jones, dresse un bilan positif

Après deux années passées à la tête de la Délégation de l'Union européenne (UE) à Lomé, le diplomate Gwilym Ceri Jones s'apprête à quitter ses fonctions. Arrivé au Togo en octobre 2024, le représentant européen tire un bilan particulièrement satisfaisant de sa mission. Avant de regagner les bureaux de l'institution à Bruxelles, il salue la consolidation des liens stratégiques et économiques entre les deux partenaires.



Gwilym Ceri Jones

Interrogé par nos collègues de Republic of Togo sur les moments forts de son mandat, Gwilym Ceri Jones met en avant des projets à fort impact social et économique. Parmi les actions majeures figure un investissement d'envergure dans le secteur énergétique. Ce programme d'accompagnement doit permettre de générer près de 20 % de la production d'électricité actuelle du pays, un levier essentiel pour réduire les coupures et améliorer le réseau de distribution.

Sur le plan social, l'ambassadeur se félicite du soutien apporté aux cantines scolaires dans les zones les plus vulnérables du territoire. Ce dispositif permet de garantir quotidiennement des repas chauds aux jeunes élèves. « Nous avons énormément poussé l'ambition pour mener des projets véritablement impactants pour les Togolais et les Togolaises », se réjouit Gwilym Ceri Jones, qui affirme quitter son poste sans le moindre regret.

Une coopération militaire renforcée face à la menace sécuritaire

Ces deux dernières années ont également

été marquées par une accélération notable du partenariat dans les secteurs de la défense et de la protection des populations. Face à l'instabilité grandissante dans la zone sahélienne et aux frontières nord, l'UE a intensifié son appui aux Forces armées togolaises (FAT). Cette collaboration renforcée vise à optimiser les capacités opérationnelles du pays pour faire face aux menaces terroristes. Pour clore sa mission à Lomé, Gwilym Ceri Jones a choisi de projeter un documentaire poignant sur le conflit en Ukraine, une œuvre déjà présentée lors du récent Festival du film européen. À travers cette démarche, le diplomate a souhaité sensibiliser ses partenaires locaux à la réalité humaine et à la violence de cette guerre, qui demeure au cœur des priorités géopolitiques de l'Europe.

En attendant l'officialisation de son successeur à Lomé, le diplomate et son épouse retiennent avant tout l'hospitalité togolaise et la solidité d'une relation bilatérale désormais basée sur une confiance mutuelle renforcée.

La Rédaction

L'IACA ouvre les candidatures pour ses programmes de master en lutte contre la corruption

Les professionnels togolais et des autres États membres intéressés par les questions de gouvernance et d'intégrité peuvent désormais candidater aux programmes de master de l'Académie internationale de lutte contre la corruption (IACA). L'annonce a été relayée par le ministère de l'Enseignement supérieur, qui invite les personnes éligibles à soumettre leurs dossiers avant la date limite fixée au 31 juillet 2026.

L'offre de formation concerne deux cursus de niveau master reconnus à l'échelle internationale. Il s'agit du Master en études sur la lutte contre la corruption et du Master international en conformité anti-corruption et action collective. Ces programmes s'adressent principalement aux professionnels souhaitant renforcer leurs connaissances et développer des compétences avancées dans les domaines de la prévention de la corruption, de la conformité, de l'éthique et de la bonne gouvernance. L'objectif est de former des acteurs capables d'identifier les risques, de promouvoir des mécanismes de transparence et de contribuer à la mise en œuvre de politiques efficaces au sein des administrations publiques, des entreprises

et des organisations internationales. Les candidatures sont exclusivement reçues en ligne. Les postulants sont invités à consulter le portail électronique de l'Académie afin de prendre connaissance des conditions d'admission, du contenu des formations et des modalités de soumission des dossiers.

Fondée en 2010 et installée à Laxenburg, en Autriche, l'Académie internationale de lutte contre la corruption s'est imposée comme une référence mondiale dans la formation et la recherche en matière d'intégrité publique. À travers ses programmes, elle contribue au renforcement des capacités des cadres et décideurs appelés à jouer un rôle clé dans la promotion de la transparence et de la bonne gouvernance au sein de leurs institutions.

TM

Université de Lomé

Les pré-inscriptions des nouveaux bacheliers débutent le 7 septembre

L'Université de Lomé lancera le 7 septembre 2026 les pré-inscriptions en ligne des nouveaux bacheliers pour la rentrée académique 2026-2027. Cette démarche obligatoire permettra aux candidats de soumettre leurs dossiers et de sélectionner leurs filières en fonction de leur formation antérieure et de leurs projets académiques.



Afin de faciliter l'orientation des futurs étudiants, des séances d'information seront organisées. Elles porteront sur les différentes offres de formation, les procédures administratives ainsi que les services disponibles au sein de l'université. La rentrée académique est fixée au lundi 19 octobre 2026 dans les établissements d'enseignement supérieur publics et privés du Togo. Cette organisation vise à permettre aux nouveaux étudiants de préparer sereinement leur intégration universitaire.

TM

#MaCarte MaLiberté

JUSQU'AU 31 JUILLET 2026



DEMANDEZ VOTRE CARTE
OPEN OU **CHALLENGE** VIA
L'APPLICATION MYCORIS
BANK OU EN AGENCE
INFO : 8283

La Banque Autrement
<https://coris.bank>
f y in s t

